



**PRÉFET
DU BAS-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement Grand Est**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du - 5 JUIL. 2023

fixant en urgence
à la société ESKA à STRASBOURG des investigations
suite à l'incendie du 1er juillet 2023 dans son établissement,
rue du Rohrschollen à Strasbourg

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND-EST
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN**

**OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

- VU le code de l'environnement et notamment son article L. 512-20 ;
- VU l'arrêté préfectoral du 29 mars 2021 pris en application du titre 1er livre V du code de l'environnement, codifiant les prescriptions associées aux autorisations d'exploiter les installations de la société GDE METALIFER à Strasbourg rue du Rohrschollen, en particulier le broyeur de métaux ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 septembre 2022 autorisant le changement d'exploitant des installations GDE METALIFER situées 3a rue du Rohrschollen à Strasbourg au profit de la société ESKA ;

CONSIDÉRANT que l'article L. 512-20 du code de l'environnement dispose qu'en vue de protéger les intérêts visés à l'article L. 511-1, le préfet peut prescrire la réalisation des évaluations et la mise en œuvre des remèdes que rendent nécessaires soit les conséquences d'un accident ou incident survenu dans l'installation, soit les conséquences entraînées par l'inobservation des conditions imposées, soit tout autre danger ou inconvénient portant ou menaçant de porter atteinte aux intérêts précités ;

CONSIDÉRANT l'incendie survenu le 1er juillet 2023 au sein d'un stock de déchets de métaux et de véhicules hors d'usage de la société DERICHEBOURG au 3a rue du Rohrschollen ;

CONSIDÉRANT l'existence d'une fuite de la vanne de fermeture du réseau qui a fait qu'une proportion indéterminée de ces eaux polluées par les produits de combustion et d'extinction ont rejoint la darse proche ;

CONSIDÉRANT qu'il convient de s'assurer des incidences de ce rejet sur la qualité des eaux et des sédiments de la darse et de procéder, par la suite, à un examen du dispositif de confinement des eaux ;

CONSIDÉRANT qu'il convient, pour la préservation des captages d'alimentation en eau potable du Polygone, de prescrire à la société ESKA de vérifier si l'incendie a eu un impact sur les eaux souterraines ;

CONSIDÉRANT qu'il convient, au regard de la durée de l'incendie (qui a commencé à 2h et a été éteint vers 18 h) de prescrire des évaluations de retombées dans les parties exposées des deux entreprises voisines, de part et d'autre du site incendié ;

CONSIDÉRANT que la situation impose que ces mesures soient prescrites et réalisées à une échéance rapprochée et qu'en conséquence il n'est pas possible de recueillir préalablement l'avis de la commission départementale compétente ;

APRÈS communication au demandeur du projet d'arrêté ;

SUR proposition du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est,

ARRÊTE

Article 1^{er}

La société ESKA (DERICHEBOURG), dont le siège social est situé 56 rue de Metz à Jouy-aux-Arches (57130), ci-après dénommée « l'exploitant » se conforme aux prescriptions suivantes concernant ses installations du 3a rue du Rohrschollen à Strasbourg :

1.1 : l'exploitant réalise des prélèvements et analyses des **eaux encore retenues dans le réseau à destination de la darse, des eaux de la darse et des sédiments en amont et en aval du point de rejet**. Les paramètres d'analyse incluent outre ceux de l'article 4.2.1 de l'arrêté préfectoral susvisé (pour les eaux seulement) les composés persistants :

- métaux (Sb + As + Pb + Cr + Co + Cu + Mn + Ni + V+Hg+Cd+Tl),
- dioxines et furannes,
- PCB (DL et NDL),
- retardateurs de flammes bromés,
- PFOA,
- PFOS,
- HAP.

Ces composés persistants sont recherchés dans les eaux et les sédiments.

Pour ce qui est des sédiments, les prélèvements sont réalisés au plus tôt compte-tenu de la disponibilité des préleveurs. Il en est rendu compte à l'inspection des installations classées.

1.2 : une campagne de **prélèvement et d'analyse des eaux souterraines**, dans les conditions de l'article 9.3.2 de l'arrêté préfectoral susvisé du 29 mars 2021 (augmentée des paramètres du point 1.1 du présent arrêté), est réalisée au plus tôt après l'incendie et reconduite deux semaines après. Les résultats des analyses sont mis en perspective des résultats de la surveillance en routine. Le compte-rendu en est transmis à l'inspection des installations classées.

1.3 : l'exploitant réalise les investigations utiles à la **caractérisation rapide des retombées atmosphériques de l'incendie dans les parties exposées des entreprises voisines** Lesaffre Culinary Strasbourg et Sénerval, suivant les paramètres :

- métaux (Sb + As + Pb + Cr + Co + Cu + Mn + Ni + V+Hg+Cd+Tl),
- dioxines et furannes,
- PCB (DL et NDL),
- retardateurs de flammes bromés,
- HAP.

1.4 Les résultats des investigations prescrites aux points 1.1 et 1.2 et 1.3 sont transmis à l'inspection des installations classées dès leur parution.

Tout résultat transmis est accompagné d'un **commentaire de l'exploitant**. En cas de non-respect de valeurs-limites ou de dérive d'un paramètre de surveillance des milieux :

- le fait est explicitement signalé dans le commentaire ;
- la cause en est précisée et, si elle n'est pas connue, les moyens engagés pour la déterminer sont indiqués ;
- les actions correctives mises en œuvre ou prévues ou les démarches engagées pour les déterminer sont exposées avec des engagements en termes de délais.

1.5 l'exploitant réexamine les **conditions de retenue des eaux accidentellement polluées** :

- vérification du volume disponible ;
- contrôle de son adéquation au regard du retour d'expérience de l'accident ;
- fiabilisation du dispositif de fermeture du réseau ;

Il réalise les travaux dont ce réexamen montre la nécessité et en rend compte à l'inspection des installations classées au plus tard dans un délai de **quatre mois** suivant la notification du présent arrêté.

La **fiabilisation de la vanne de fermeture** est priorisée. Des éléments à ce sujet sont attendus dans le **délai d'un mois**.

Article 2 - Frais :

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de la société ESKA.

Article 3 - Mesures de publicité :

Les mesures de publicité de l'article R. 181-44 du code de l'environnement sont appliquées au présent arrêté.

Article 4 - Droits des tiers :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5 - Sanctions :

En cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application des sanctions administratives et pénales définies aux sections 1 et 2 du chapitre IV du livre V, titre 1^{er}, du code de l'environnement.

Article 6 - Voies et délais de recours :

En application des dispositions de l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de STRASBOURG (31 avenue de la Paix – BP 51038 – 67070 Strasbourg cedex) ou sur le site www.telerecours.fr :

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers intéressés, en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la plus tardive des deux dates entre l'affichage en mairie ou la publication de la décision sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais susmentionnés.

Article 7 Exécution :

- Le secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin ;
- le sous-préfet secrétaire général adjoint chargé de l'arrondissement chef-lieu ;
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL), chargé de l'inspection des installations classées ; la société ESKA ;

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au maire de Strasbourg.

La préfète,

Pour la Préfète et par délégation
le Secrétaire Général

Mathieu DUHAMEL